

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2005 — 2305

[2005/202268]

**20 JUILLET 2005. — Décret modifiant le décret du 10 avril 2003
relatif au fonctionnement des instances d'avis œuvrant dans le secteur culturel (1)**

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. § 1^{er}. A l'article 1^{er}, 1^o, du décret du 10 avril 2003, relatif au fonctionnement des instances d'avis œuvrant dans le secteur culturel, les mots « ou institutions consultatives » et « ci-après dénommées « institutions » » sont supprimés.

Le même article est complété comme suit :

« 3^o "Gouvernement" : le Gouvernement de la Communauté française ».

§ 2. A l'article 3, § 1^{er}, alinéas 1^{er} et 2, §§ 3, 4 et 6, à l'article 4, à l'article 10, alinéa 1^{er}, 1^o, 2^o, 3^o et 6^o, à l'article 11, §§ 1^{er} et 2, à l'article 13, § 1^{er}, du même décret, le mot « institution » est remplacé par les mots « instance d'avis ».

§ 3. A l'article 6 du même décret, les mots « pour chaque institution » sont supprimés.

§ 4. A l'article 8 du même décret, les mots « institution d'avis » sont remplacés par les mots « instance d'avis ».

§ 5. L'article 12 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Article 12. L'extrait de l'avis de l'instance d'avis concernant le demandeur d'un contrat-programme, d'une convention, d'une subvention ponctuelle ou pluriannuelle, d'une bourse, d'une reconnaissance ou d'un classement, est joint à la décision que lui notifie le Gouvernement. »

§ 6. L'article 14, § 1^{er} du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Article 14. § 1^{er}. Les membres d'une instance d'avis sont démissionnaires de plein droit en cas d'absence injustifiée à trois réunions durant la même année. »

Art. 2. L'article 2 du même décret est supprimé et remplacé par la disposition suivante :

« Article 2. La qualité de membre d'une instance d'avis est incompatible avec celle de membre d'un organisme ou d'une association qui ne respecte pas les principes de la démocratie tels qu'énoncés par la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, par la Constitution, par la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie ou par la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national-socialiste allemand pendant la seconde guerre mondiale. ».

Art. 3. A l'article 3 du même décret, sont apportées les modifications suivantes :

a) Le § 1^{er} est remplacé par la disposition suivante : « § 1^{er}. Le Gouvernement nomme les membres de l'instance d'avis après un appel public aux candidatures dont il détermine les modalités d'organisation.

Les candidats doivent justifier leur compétence ou leur expérience professionnelle ainsi que leur motivation à siéger au sein de l'instance d'avis. Ils indiquent s'ils se présentent en qualité de professionnel, d'expert, d'usager et/ou s'ils se réclament d'une tendance idéologique ou philosophique.

L'instance d'avis peut être composée d'autres membres que ceux provenant de l'appel public aux candidatures. Les membres provenant de l'appel public aux candidatures et les membres nommés conformément au § 2 ont voix délibérative, les autres ont voix consultative.

A voix consultative même s'il est issu de l'appel public aux candidatures :

1^o le membre d'un cabinet ministériel;

2^o le membre du personnel statutaire ou contractuel des Services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'Audiovisuel et des organismes d'intérêt public relevant du Comité de Secteur XVII.

La personne visée à l'alinéa 4, 1^o et 2^o qui appartient à une instance d'avis en qualité de membre avec voix délibérative cesse immédiatement de siéger au sein de celle-ci. Cette personne est remplacée par un membre de la réserve définie à l'article 8, qui achève le mandat vacant.

A moins que le décret portant création de l'instance d'avis ne prévoit une autre proportion, la catégorie des membres avec voix délibérative est composée pour moitié d'usagers et/ou de professionnels et/ou d'experts et pour moitié de représentants des tendances idéologiques ou philosophiques et de représentants des organisations représentatives d'utilisateurs agréées conformément à l'article 7. »

b) Le § 2 est remplacé par la disposition suivante : « § 2. Le Gouvernement consulte, préalablement à la nomination des membres de l'instance d'avis, les organisations représentatives d'utilisateurs agréées du secteur concerné. Le Gouvernement arrête les modalités de cette consultation.

Dans les trente jours qui suivent la réception de la demande de consultation, les organisations consultées remettent au Gouvernement une liste de personnes qu'elles désignent pour les représenter au sein de l'instance d'avis. A défaut, la procédure de nomination est poursuivie. Si le dernier jour du délai tombe un jour férié légal, un samedi ou un dimanche, l'échéance du délai est reportée au premier jour ouvrable qui suit.

Seuls les représentants des organisations représentatives agréées qui justifient de leur compétence ou de leur expérience professionnelle dans le secteur concerné peuvent être nommés au sein de l'instance d'avis. »

c) Le § 3 est remplacé par la disposition suivante : « § 3. Sur proposition de l'instance d'avis, le Gouvernement nomme un président parmi les membres de l'instance d'avis en raison de sa compétence et de sa connaissance du secteur.

Un agent désigné par le Gouvernement assure le secrétariat de l'instance d'avis, à moins que le décret portant création de l'instance d'avis n'en dispose autrement. »

Art. 4. A l'article 7 du même décret, sont apportées les modifications suivantes :

a) Le § 1^{er} est remplacé par la disposition suivante : « 1^{er}. Le Gouvernement agréé les organisations dont les activités se rattachent à la Communauté française, dont le siège social est établi sur le territoire de la région de langue française ou de la région bilingue de Bruxelles-Capitale et qui respectent au moins cinq des six conditions suivantes :

1° être constitué sous forme d'association sans but lucratif;

2° avoir un objet social et une activité réelle qui consistent au moins à représenter une discipline ou catégorie professionnelle du secteur concerné;

3° avoir un fonctionnement offrant des garanties en matière de démocratie interne;

4° faire preuve d'une activité durable, aussi bien dans le passé que dans le présent;

5° être constitué depuis au moins trois ans;

6° disposer en suffisance des moyens humains et matériels permettant d'assurer son objet social et de garantir sa représentativité. Seules les organisations qui respectent les principes de la démocratie mentionnés à l'article 2 et dont aucun administrateur n'est membre d'une organisation qui ne respecte pas ces principes peuvent demander et garder le bénéfice d'une agréation. ».

b) Au § 2, le mot « association » est remplacé par le mot « organisation ».

c) Le § 3 est remplacé par la disposition suivante : « § 3. L'agréation est valable pour une période de cinq ans, à dater de sa notification. L'agréation peut être renouvelée à la demande de l'organisation représentative. La demande de renouvellement doit être introduite au moins 120 jours avant l'échéance de l'agréation en cours.

Le Gouvernement peut retirer l'agréation de l'organisation qui ne respecte plus les exigences visées au § 1^{er}. »

d) Un § 4 rédigé comme suit est inséré : « § 4. Le Gouvernement fixe la procédure de demande d'agréation et de demande de renouvellement d'agréation. ».

Art. 5. L'article 9, § 2, du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« § 2. Lorsque l'instance d'avis est saisie d'une demande d'avis, l'Administration communique les dossiers complets en sa possession dans les plus brefs délais aux membres de l'instance d'avis.

L'instance d'avis donne un avis motivé au Gouvernement au plus tard :

a) Trente jours après réception du dossier complet qui lui est communiqué par le Gouvernement pour ce qui concerne les avis relatifs à un avant-projet d'arrêté ou en cas d'urgence dûment motivée.

b) Quarante-cinq jours après réception du dossier complet qui lui est communiqué par le Gouvernement, pour ce qui concerne les avis relatifs à un avant-projet de décret.

c) Nonante jours après réception du dossier complet qui lui est communiqué par l'Administration pour ce qui concerne les avis relatifs à des demandes de subventions ponctuelles.

d) Cent cinquante jours après réception du dossier complet qui lui est communiqué par l'Administration pour ce qui concerne les avis relatifs à des demandes de contrats-programme, de conventions, de subventions pluriannuelles, de bourses, de reconnaissances ou de classement, à moins que le décret portant création de l'instance d'avis n'en dispose autrement.

La moitié au moins de ces délais doit se situer en dehors des périodes de vacances scolaires. Si le dernier jour de l'un de ces délais tombe un jour férié légal, un samedi ou un dimanche, l'échéance du délai est reportée au premier jour ouvrable qui suit.

La procédure est poursuivie par le Gouvernement sans tenir compte des avis donnés hors délai. »

Art. 6. A l'article 10 du même décret, sont apportées les modifications suivantes :

a) à l'alinéa 1^{er}, les mots « Chaque institution est tenue d'élaborer un règlement d'ordre intérieur qui est soumis, ainsi que ses modifications, à l'approbation du Gouvernement. Ce règlement d'ordre intérieur comporte au minimum : » sont remplacés par les mots « Chaque instance d'avis est tenue d'élaborer un règlement d'ordre intérieur qui est soumis, ainsi que ses modifications, à l'approbation du Gouvernement. Le Gouvernement se prononce dans les quarante-cinq jours de sa saisine. A défaut de décision notifiée dans ce délai, le règlement ou ses modifications sont réputés approuvés. Ce règlement d'ordre intérieur comporte au minimum : »;

b) à l'alinéa 1^{er}, 4°, le mot « résumé » est remplacé par le mot « procès-verbal »;

c) l'alinéa 1^{er}, 7°, est remplacé par la disposition suivante : « 7° des règles de déontologie comprenant, au moins, des dispositions relatives aux conflits d'intérêts ».

Art. 7. A l'article 13 du même décret, sont apportées les modifications suivantes :

a) au § 1^{er}, le mot « Parlement » est remplacé par les mots « Conseil de la Communauté française »;

b) au § 2, les mots « du Gouvernement » sont insérés entre les mots « Les services » et les mots « de la Communauté française assurent », et les mots « ces rapports » sont remplacés par les mots « du rapport d'activités »;

c) au § 2, est inséré un alinéa 2 rédigé comme suit : « Ils organisent ensuite, avec l'instance d'avis concernée, un débat public sur la base du rapport d'activités publié ».

Art. 8. L'article 15 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Article 15. Le Gouvernement fixe de manière uniforme le montant des jetons de présence et des frais de déplacement alloués aux membres des instances d'avis et, le cas échéant, en fonction de l'instance d'avis concernée, le montant qui leur est octroyé par prestations effectuées ».

Art. 9. L'article 16 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Article 16. § 1^{er}. Le Gouvernement est habilité, par voie d'arrêté, à abroger, à compléter, à modifier, à remplacer les décrets existants dans le but de fixer les règles générales concernant les missions, la composition et les aspects essentiels de fonctionnement des instances d'avis tombant dans le champ d'application du présent décret. A cette fin, il peut fixer notamment :

a) les règles de délibération de ces instances (quorum de présence, quorum de vote);

b) les règles relatives au renouvellement des mandats des membres représentant les tendances idéologiques et philosophiques ainsi que des membres représentant les organisations représentatives d'utilisateurs agréées qui se réclament d'une tendance idéologique ou philosophique.

§ 2. Les arrêtés visés au paragraphe premier doivent être pris au plus tard pour le 30 juin 2006.

Ces arrêtés, accompagnés le cas échéant de l'avis de la section de législation du Conseil d'Etat et des textes des projets qui ont été soumis à l'avis de la section de législation du Conseil d'Etat, sont communiqués avant leur publication au *Moniteur belge* au Président du Conseil de la Communauté française.

A défaut d'avoir été ratifiés par décret dans les dix-huit mois de leur entrée en vigueur, ces arrêtés sont abrogés de plein droit ».

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 20 juillet 2005.

La Ministre-Présidente, chargée de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale,

Mme M. ARENA

La Vice-Présidente et Ministre chargée de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et des Relations internationales,

Mme M.-D. SIMONET

Le Vice-Président et Ministre du Budget et des Finances,

M. DAERDEN

Le Ministre de la Fonction publique et des Sports,

Cl. EERDEKENS

La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel et de la Jeunesse,

Mme F. LAANAN

La Ministre de l'Enfance, de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,

Mme C. FONCK

Notes

Session 2004-2005.

Documents du Conseil. — Projet de décret n° 141-1. — Amendements en commission n° 141-2. — Rapport, n° 141-3. *Compte-rendu intégral.* — Discussion et adoption. Séance du 19 juillet 2005.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2005 — 2305

[2005/202268]

20 JULI 2005. — Decreet tot wijziging van het decreet van 10 april 2003 betreffende de werking van de adviesinstanties die werkzaam zijn binnen de culturele sector (1)

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. § 1. In artikel 1, 1°, van het decreet van 10 april 2003 betreffende de werking van de adviesinstanties die werkzaam zijn binnen de culturele sector, worden de woorden « of adviesverlenende instellingen, hierna instellingen genoemd » geschrapt.

Datzelfde artikel wordt als volgt aangevuld :

« 3° « Regering » : De Regering van de Franse Gemeenschap. »

§ 2. In artikel 3, § 1, 1ste en 2de lid, §§ 3, 4 en 6, in artikel 4, in artikel 10, 1ste lid, 1°, 2°, 3° en 6°, in artikel 11, §§ 1 en 2, in artikel 13, § 1, van hetzelfde decreet, wordt het woord « instelling » vervangen door het wordt « adviesinstantie ».

§ 3. In artikel 6 van hetzelfde decreet worden de woorden « voor iedere instelling » geschrapt.

§ 4. In artikel 8 van hetzelfde decreet worden de woorden « adviesverlenende instelling » vervangen door de woorden « adviesinstantie ».

§ 5. Artikel 12 van hetzelfde decreet wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Art. 12. De kopie van het advies van de adviesinstantie betreffende de aanvrager van een programmacontract, een overeenkomst, een tijdelijke of meerjaarlijkse subsidie, een beurs, een erkenning of een klassement, wordt gevoegd bij de beslissing van de Regering. »

§ 6. Artikel 14, § 1 van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 14. § 1. De leden van een adviesinstantie zijn van rechtswege ontslagnemend bij ongewettigde afwezigheid op drie vergaderingen gedurende hetzelfde jaar. »

Art. 2. Artikel 2 van hetzelfde decreet wordt afgeschaft en door de volgende bepaling vervangen :

« Art. 2. De hoedanigheid van lid van een adviesinstantie is onverenigbaar met die van lid van een instelling of van een vereniging die de principes van de democratie niet naleeft zoals ze opgesomd zijn in het Europees verdrag tot bescherming van de Rechten van de Mens en de fundamentele vrijheden, in de Grondwet, in de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden of in de wet van 23 maart 1995 tot bestraffing van het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de genocide die tijdens de tweede wereldoorlog door het Duitse nationaal-socialistische regime is gepleegd. »

Art. 3. In artikel 3 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) § 1 wordt vervangen door de volgende bepaling : « § 1. De Regering benoemt de leden van de adviesinstantie na een openbare oproep tot kandidaatstelling waarvan zij de organisatiemodaliteiten bepaalt.

De kandidaten moeten hun bevoegdheden of hun professionele ervaring rechtvaardigen alsmede hun motivatie om binnen de adviesinstantie te zetelen, bewijzen. Zij vermelden of zij zich voorstellen als beroeps, deskundige, gebruiker en/of of zij een ideologische of filosofische strekking vertegenwoordigen.

De adviesinstantie kan andere leden tellen dan diegenen uit de openbare oproep tot kandidaatstelling. De leden uit de openbare oproep tot kandidaatstelling en de leden benoemd overeenkomstig § 2 zijn stemgerechtigd, de andere hebben een beraadslagende stem.

De volgende leden hebben een beraadslagende stem, zelfs als zij uit de openbare oproep tot kandidaatstelling komen :

1° het lid van een ministerieel kabinet;

2° het statutair of contractueel personeelslid van de Regeringsdiensten van de Franse Gemeenschap, van de Hoge Raad voor de Audiovisuele sector en van de instellingen van openbaar nut uit het Comité van Sector XVII.

De in het 4de lid, 1° en 2°, bedoelde persoon die behoort tot een adviesinstantie als stemgerechtigd lid stopt onmiddellijk te zetelen binnen die instantie. Die persoon wordt vervangen door een lid van de reserve bedoeld in artikel 8, die het vacante mandaat voleindigt.

Behalve als het decreet houdende oprichting van de adviesinstantie in een andere verdeling voorziet, bestaat de categorie van de stemgerechtigde leden voor de helft uit gebruikers en/of beroeps en/of deskundigen en voor de helft uit vertegenwoordigers van de ideologische of filosofische strekkingen en uit vertegenwoordigers van de representatieve organisaties van gebruikers erkend krachtens artikel 7. »

b) § 2 wordt vervangen door de volgende bepaling : « § 2. De Regering raadpleegt voor de benoeming van de leden van de adviesinstantie de erkende representatieve gebruikersorganisaties van de betrokken sector. De Regering bepaalt de modaliteiten van die beraadslaging.

Binnen de dertig dagen die volgen op de ontvangst van de aanvraag om raadpleging, brengen de geraadpleegde organisaties aan de Regering een lijst over van personen die zij aanstellen om hen binnen de adviesinstantie te vertegenwoordigen. Bij gebreke daarvan wordt de benoemingsprocedure verdergezet. Als de laatste dag van de termijn met een wettelijke verlofdag, een zaterdag of een zondag samenvalt, wordt het einde van de termijn uitgesteld tot de eerstvolgende werkdag.

Slechts de erkende vertegenwoordigers van de erkende representatieve organisaties die hun bevoegdheden of professionele ervaring in de betrokken sector bewijzen, kunnen benoemd worden binnen de adviesinstantie. »

c) § 3 wordt vervangen door de volgende bepaling : « § 3. Op de voordracht van de adviesinstantie benoemt de Regering een voorzitter onder de leden van de adviesinstantie wegens zijn bekwaamheid en zijn kennis van de sector.

Een door de Regering aangestelde ambtenaar staat in voor het Secretariaat van de adviesinstantie tenzij het decreet houdende oprichting van de adviesinstantie het anders bepaalt. »

Art. 4. In artikel 7 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) § 1 wordt vervangen door de volgende bepaling :

§ 1. De Regering erkent de organisaties waarvan de activiteiten betrekking hebben op de Franse Gemeenschap, waarvan de maatschappelijke zetel gevestigd is op het grondgebied van het Franse taalgebied of van het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad en die minstens vijf van de hieronder vernoemde condities vervullen :

1° opgericht zijn in de vorm van een vereniging zonder winstoogmerk;

2° een maatschappelijk doel en een reële activiteit hebben die minstens één professionele tak of categorie van de betrokken sector vertegenwoordigen;

3° een organisatie hebben die garanties biedt inzake interne democratie;

4° Een duurzame activiteit uitoefenen, zowel in het verleden als tegenwoordig;

5° Sinds minstens drie jaar opgericht zijn;

6° Over voldoende personeel en materiaal beschikken die toelaten zijn maatschappelijk doel te bereiken en zijn representativiteit te garanderen.

Enkel de organisaties die de in artikel 2 vernoemde democratische principes naleven en waarvan geen enkele beheerder lid is van een organisatie die deze principes niet naleeft, kunnen een erkenning aanvragen en blijven genieten. »

b) in § 2 wordt het woord « vereniging » vervangen door het woord « organisatie ».

c) § 3 wordt vervangen door de volgende bepaling : « § 3. De erkenning is geldig voor een periode van vijf jaar vanaf de bekendmaking ervan. De erkenning kan vernieuwd worden op de aanvraag van de representatieve organisatie. De aanvraag om vernieuwing moet minstens 120 dagen voor het einde van de lopende erkenning worden aangevraagd.

De Regering kan de erkenning van de organisatie intrekken die de in § 1 bedoelde vereisten niet meer naleeft. »

d) een § 4 wordt ingevoegd, luidend als volgt :

« § 4. De Regering stelt de procedure vast voor de aanvraag om erkenning en de aanvraag om hernieuwing van de erkenning. »

Art. 5. Art. 9, § 2, van hetzelfde decreet wordt door de volgende bepaling vervangen :

« § 2. Wanneer advies gevraagd wordt aan de adviesinstantie, deelt het Bestuur de volledige dossiers in zijn bezit onverwijld aan de leden van de adviesinstantie mee.

De adviesinstantie geeft een gemotiveerd advies aan de Regering ten laatste :

a) dertig dagen na ontvangst van het volledig dossier dat haar door de Regering wordt meegedeeld wat de adviezen met betrekking tot een voorontwerp van besluit betreft of bij een gewettigde dringende noodzakelijkheid;

b) vijfenveertig dagen na ontvangst van het volledig dossier dat haar door de Regering wordt meegedeeld, wat de adviezen met betrekking tot een voorontwerp van decreet betreft;

c) negentig dagen na ontvangst van het volledig dossier dat haar door het Bestuur wordt meegedeeld wat de adviezen met betrekking tot aanvragen voor tijdelijke subsidies betreft;

d) honderd vijftig dagen na ontvangst van het volledig dossier dat haar door het Bestuur wordt meegedeeld wat de adviezen met betrekking tot de aanvragen van programmacontracten, overeenkomsten, meerjaarlijkse subsidies, beurzen, erkenningen of klassemment betreft, tenzij het decreet houdende oprichting van de adviesinstantie het anders bepaalt.

Minstens de helft van die termijnen moet buiten de periodes van schoolvakantie gebeuren. Als de laatste dag van één van die termijnen met een wettelijke verlofdag, een zaterdag of een zondag samenvalt, wordt het einde van de termijn uitgesteld tot de eerstvolgende werkdag.

De procedure wordt door de Regering verdergezet zonder rekening te houden met de adviezen buiten termijn gegeven. »

Art. 6. In artikel 10 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in het 1ste lid worden de woorden « Iedere instelling is verplicht een huishoudelijk reglement op te stellen dat, net als de wijzigingen hieraan, ter goedkeuring wordt voorgelegd aan de Regering. Dit huishoudelijk reglement omvat minstens : » vervangen door de woorden « Elke adviesinstantie is verplicht een huishoudelijk reglement op te stellen dat, net als de wijzigingen hieraan, ter goedkeuring wordt voorgelegd aan de Regering. De Regering spreekt zich binnen de vijftienveertig dagen uit over de aanhangmaking ervan. Bij gebrek aan een binnen die termijn genomen beslissing, worden het reglement of zijn wijzigingen geacht als goedgekeurd. Dat huishoudelijk reglement omvat minstens : »;

b) in het 1e lid, 4^o, worden de woorden « beknopt verslag » vervangen door het woord « proces-verbaal »;

c) het 1e lid, 7^o wordt vervangen door de volgende bepaling : « 7^o deontologische regels die minstens bepalingen omvat met betrekking tot belangenconflicten ».

Art. 7. In artikel 13 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in § 1 wordt het woord « Parlement » vervangen door de woorden « Franse Gemeenschapsraad »;

b) in § 2, worden de woorden « van de Regering » ingevoegd tussen de woorden « De diensten » en de woorden « van de Franse Gemeenschap staan in » en worden de woorden « deze verslagen » vervangen door de woorden « van het activiteitenverslag »;

c) in § 2 wordt een 2e lid ingevoegd, luidend als volgt : « Zij organiseren vervolgens met de betrokken adviesinstantie een openbaar debat op basis van het bekendgemaakt activiteitenverslag ».

Art. 8. Artikel 15 van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 15. De Regering stelt op uniforme wijze het bedrag vast van het presentiegeld en de reiskosten toegekend aan de leden van de adviesinstanties en, in voorkomend geval naar gelang van de betrokken adviesinstantie, het bedrag dat hen per prestatie wordt toegekend ».

Art. 9. Artikel 16 van hetzelfde decreet wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Artikel 16. § 1. De Regering wordt toegelaten om bij besluit de bestaande decreten op te heffen, aan te vullen, te wijzigen of te vervangen teneinde de algemene regels vast te leggen betreffende de opdrachten, de samenstelling en de voornaamste aspecten van de werking van de adviesinstanties die in het toepassingsgebied van dit decreet vallen.

Daartoe kan zij inzonderheid :

a) de beraadslagingsregels vaststellen van die instanties (aanwezigheidsquorum, stemquorum);

b) de regels vaststellen met betrekking tot de hernieuwing van de mandaten van de leden die de ideologische of filosofische strekkingen vertegenwoordigen alsmede van de leden die de erkende representatieve gebruikersorganisaties vertegenwoordigen die een ideologische of filosofische strekking volgen.

§ 2. De in de eerste paragraaf bedoelde besluiten moeten ten laatste voor 30 juni 2006 genomen worden.

Die besluiten die in voorkomend geval samen gaan met het advies van de afdeling wetgeving van de Raad van State en met de ontwerpen van teksten die voor advies voorgelegd zijn aan de afdeling wetgeving van de Raad van State, worden voor hun bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* aan de voorzitter van de Franse Gemeenschapsraad meegedeeld.

Indien deze besluiten niet bij decreet bekrachtigd zijn binnen de achttien maanden van hun inwerkingtreding, worden zij van rechtswege opgeheven ».

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het Belgisch Staatsblad zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 20 juli 2005.

De Minister-Presidente, belast met het Leerplichtonderwijs en het Onderwijs voor Sociale promotie,

Mevr. M. ARENA

De Vice-Presidente, Minister van Hoger onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,

Mevr. M.-D. SIMONET

De Vice-President, Minister van Begroting en Financiën,

M. DAERDEN

De Minister van Ambtenarenzaken en Sport,

Cl. EERDEKENS

De Minister van Cultuur, de Audiovisuele Sector en Jeugd,

Mevr. F. LAANAN

De Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,

Mevr. C. FONCK

Nota's

(1) Zitting 2004-2005.

Stukken van de Raad. — Decretsontwerp nr. 141-1. — Commissieamendementen nr. 141-2. — Verslag nr. 141-3. — Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 19 juli 2005.